

Trabajo Fin de Grado

L'attentat à *Charlie Hebdo*, un attentat à la liberté d'expression

Charlie Hebdo attack, an assault on freedom of expression

Autora

Stéphanie Contamine

Director

Antonio Ansón Anadón

Table des matières

	Page
1. Introduction	3
2. État de la question	4
3. La liberté d'expression	5
3.1. Aperçu historique	
3.2. Limites et conséquences	
3.3. Le cas complexe de l'humour. Le dessin de presse	
4. Les écrivains unis pour la liberté d'expression	18
5. Conclusions	25
6. Bibliographie et sitographie	27
7. Annexes	28

1. Introduction

En janvier 2015, Paris, la France, et même le monde entier, est bouleversé par les attentats à *Charlie Hebdo*.

Ce terrible évènement, que nous qualifions d' « attentat à la liberté d'expression », nous a suscité l'envie d'approfondir nos connaissances sur ce droit inaliénable de l'homme. Nous voulons ainsi inclure notre étude au sein de la Culture française.

La France, sous sa devise « Liberté, Egalité, Fraternité », semblait abîmée et marquée par le débat constant sur son identité troublée. Ce sursaut national vint rappeler la vivacité d'une tradition française. C'est comme si la France se réveillait d'un long sommeil.

Depuis plus de cinq siècles, de nombreux écrivains et philosophes se sont relayés en France pour défendre la liberté d'expression et partager leur vision de ce principe intrinsèquement démocratique. Après les attentats, ce droit est revenu au coeur du débat républicain.

Parler de liberté d'expression est aussi parler de censure, de tolérance, et encore de blasphème, de laïcité, etc.

Au soir de la tuerie, François Hollande exprimait la nécessité de poursuivre le combat: « *Aujourd'hui, c'est la République toute entière qui a été agressée. La République, c'est la liberté d'expression, c'est la démocratie* ». ¹

Pour élaborer notre travail, nous avons fait des recherches dans de nombreux articles de magazines et en ligne, nous avons assisté à la conférence « Le dessin de presse », tenue en mai 2016 à l'Institut Français de Saragosse et nous avons regardé le documentaire intitulé « Je suis Charlie ».

Nous prétendons ainsi, après un résumé des faits, un bref parcours historique sur la liberté d'expression et ses limites, aborder le cas complexe de l'humour, en plus particulier du dessin de presse et les caricatures. Finalement, nous vous ferons part des conclusions tirées de notre étude.

¹ Allocution du Président de la République à la suite de l'attentat au siège de *Charlie Hebdo* (7 janvier 2015), [En ligne: <https://www.diplomatie.gouv.fr>]. Consulté le 8 octobre 2017

2. État de la question

Le 7 janvier 2015, deux terroristes, identifiés plus tard comme les frères Kouachi, pénètrent dans les locaux du journal satirique *Charlie Hebdo* et assassinent douze personnes, dont huit membres de la rédaction: les dessinateurs Cabu, Charb, Honoré, Tignous et Wolinski, la psychanalyste Elsa Cayat, l'économiste Bernard Maris et le correcteur Mustapha Ourrad.

Suite aux attentats, dans une vidéo mise en ligne sur un site islamiste, un membre d'Al-Qaida revendique l'attaque contre *Charlie Hebdo*, placé sur la liste noire des blasphémateurs à abattre. L'hebdomadaire était déjà depuis plusieurs années la cible de fanatiques. Comme le furent aussi les Français juifs séquestrés au Hyper Cacher le lendemain. De plus, déjà en 2007, *CharlieHebdo* avait été cité en justice à cause d'un dessin de Cabu du prophète Mahomet.

Le dimanche 11 janvier, une marche républicaine est tenue. Environ 4 millions de personnes se rassemblent dans les rues de toute la France. Les français voulaient en quelque sorte faire face à ces fanatiques et revendiquer que la liberté d'expression constituait le fondement de leur identité nationale et de la démocratie.

Hébergés dans les locaux du quotidien *Libération*, les membres survivants de la rédaction du journal satirique, préparent le prochain numéro. Ainsi, le mercredi 14 janvier 2015, *Charlie Hebdo* publie son numéro 1178, surnommé « numéro des survivants ». Ce sera le premier après l'attentat. Il bénéficiera d'une notoriété exceptionnelle et sera tiré à 3 millions d'exemplaires, dont 300.000 vendus dans une vingtaine de pays, alors que l'hebdomadaire était d'habitude tiré à 60.000 exemplaires. La recette devait être versée au journal et aux familles des victimes. L'avalanche de demandes en France et à l'étranger et le rythme vertigineux des ventes convertissent ce numéro et son tirage en record pour la presse d'information française.

Sur la couverture, d'un fond vert, une représentation de Mahomet, non explicitement nommé, attristé et muni d'une pancarte « Je suis Charlie », le slogan mondialement répandu suite à l'attentat. Au dessus, il est mentionné: « Tout est pardonné ».

Le choix de cette Une fut difficile mais les survivants de *Charlie Hebdo* choisirent de représenter à nouveau Mahomet pour réaffirmer le droit de la liberté d'expression. Luz, son dessinateur, expliquait ce choix: « [...] Avec cette une, on voulait montrer ça: qu'on a le droit de tout faire, et de tout refaire, et d'utiliser nos personnages comme on veut. Mahomet, c'est devenu un personnage, un personnage malgré lui dans l'actualité, puisqu'il y a des gens qui parlent en son nom. C'est une couv' qui s'adresse aux gens intelligents, qui sont beaucoup plus nombreux qu'on croit, chez les athées, les cathos, les musulmans... ». ²

L'avocat et porte-parole du journal, Richard Malka, avait aussi rappelé que les dessins de Mahomet et autres autorités de toutes les religions étaient habituels dans le journal depuis des années. "*Dans chaque numéro de Charlie Hebdo depuis 22 ans, il n'y en a pas un où il n'y ait pas de caricatures du Pape, de Jésus, de curés, ou de rabbins, d'imams et de Mahomet*" et "*l'étonnant serait qu'il n'y ait pas*" de dessins de Mahomet dans ce numéro, a déclaré Richard Malka. ³

Cette image montre un Mahomet en quelque sorte solidaire et vise à le séparer des meurtres commis en son nom. Le message « Tout est pardonné » est ambigu car il n'est pas précisé qui pardonne qui. Il semble que ce soit au lecteur, regardant l'image, de l'interpréter. Plus tard, Luz dira qu'il s'agit d'un « pardon mutuel ». Dans la partie 3.3 de notre travail, nous ferons une réflexion intéressante autour de « l'image », que nous avons tiré de la conférence sur le dessin de presse à laquelle nous avons assisté en mai 2016.

3. La liberté d'expression

3.1. Aperçu historique

² Charlie Hebdo: Luz explique sa caricature de Mahomet, [En ligne: www.leparisien.fr/.../luz-auteur-du-dessin-de-une-de-charlie-hebdo-explique-le-choix]. Consulté le 8 octobre 2017.

³ Charlie Hebdo: comment le numéro des « survivants » a été réalisé, [En ligne: www.bfmtv.com › Culture › Média]. Consulté le 14 octobre 2017

La liberté d'expression est encadrée par la loi et est un droit inaliénable de la démocratie. Mais, peut-on tout dire? tout montrer? Quelles sont les limites? Pouvons-nous permettre une liberté d'expression totale, au mépris de toutes censures ou tabous?

Pour répondre à ces questions, nous allons faire un petit parcours historique. Nous avons voulu revenir aux sources, à la manière dont, à travers les siècles, l'Occident a inventé et fortifié le droit à la parole, de la Grèce à la France post-attentats de janvier 2015.

Nous avons réuni les idées de philosophes et penseurs politiques (Aristote, Voltaire, Beaumarchais, Kant), humoristes, caricaturistes, écrivains, qui ont contribué à affirmer ce droit, parfois à leurs risques et périls. Nous trouverons ainsi des victimes et des héros de la liberté d'expression. Car les caricaturistes de *Charlie Hebdo* ne sont ni les premiers ni les derniers à s'inscrire sur la liste des destins brisés pour avoir voulu s'exprimer.

Penser librement et s'exprimer librement, là sont les principes que défendait déjà l'Antiquité. De cette période au Moyen Âge, nous traverserons différents types de censure: la religieuse, qui défend à outrance l'existence d'un dieu unique, et celle, qui par exemple, cherche à éliminer toute opinion opposée à celle du gouverneur ou du roi. Ou encore celle qui cherche à éliminer certaines vérités et donc nuire le progrès de l'humanité.

A Athènes, la parole était si importante qu'on y enseignait l'art de l'utiliser. Mais le pouvoir des mots s'arrêtaient quand même aux portes de celui des dieux. Sur l'agora, la place publique où se tenaient les débats, la parole (*logos*) était reine. Comme constatait déjà Aristote dans *La politique*: « *Si l'homme est un animal politique bien plus que les abeilles et tous les autres animaux qui vivent en troupe, c'est évidemment, [...] que la nature ne fait rien en vain. Or, elle accorde la parole à l'homme exclusivement. [...] La parole est faite pour exprimer le bien et le mal et, par suite aussi, le juste et l'injuste; et l'homme a ceci de spécial, parmi tous les animaux, que seul il conçoit le bien et le mal, le juste et l'injuste, et tous les sentiments de même ordre, qui en s'associant constituent précisément la famille et la cité* ». ⁴ Mais cette parole

⁴ GOLLIAU, Catherine. Athènes, la démocratie et les dieux. In *2500 ans de Liberté d'expression*, Le Point Hors-série, 2015, p. 9.

n'était pas complètement libre. Socrate et Aristote sont morts pour sacrilège. Soit cette liberté avait ses limites, et elles étaient religieuses.

Sous l'Empire romain, c'est la censure qui fut à l'ordre du jour. Livres brûlés, auteurs exilés, etc. Tout pour garantir son pouvoir! Celui ci, exercé par un seul homme, cherche à se mettre à l'abri de toute critique. La trahison était poursuivie en justice. Cette censure d'auteurs, omniprésente dans une civilisation qui ignore l'imprimerie et où la survie des oeuvres littéraires dépend des copies exécutées et diffusées par les *librarii*, à la fois libraires et éditeurs, condamna ainsi de nombreuses oeuvres. Plus tard, Ovide et ses ouvrages *L'Art d'aimer* et *Les Amours* furent accusés d'immoralité.

Le Moyen Âge, période réputée obscure, connaît aussi la censure. Les textes de savoir, qui avant l'imprimerie, survivaient grâce aux copies, constituaient en quelque sorte une menace. Il suffisait de ne plus les recopier pour effacer certaines pensées ou ne plus transmettre certaines vérités ou opinions. Au XIIe siècle, les oeuvres d'Aristote jusqu'alors inconnues de la chrétienté européenne, furent traduites en latin et provoquèrent un choc. Sa philosophie de la nature représentait un défi pour les théologiens. Nous sommes donc là face à la censure des autorités chrétiennes.

A partir de la seconde moitié du XVe siècle, l'invention de l'imprimerie favorisera en Europe la diffusion des idées, au grand désespoir des censeurs. A cette époque, la plupart des procédures sont dues à des motifs religieux. En France, durant la Fronde, quelques imprimeurs seront condamnés pour des pamphlets contre le cardinal de Mazarin et Anne d'Autriche. Mais aussi les grands philosophes et leurs innovations seront poursuivis. Galilée, Descartes, Voltaire, Rousseau et bien sûr Diderot et son matérialisme ont été victimes des dogmes qui étaient contre la liberté de réflexion. Mais la vie de la pensée résiste quoique l'autocensure soit largement répandue. Molière, par exemple, attaqué par les dévots, réécrira *Tartuffe* pour obtenir l'autorisation royale.

En 1559, le pape Paul IV édite le premier *Index Librorum Prohibitorum* qui a pour objectif recenser les ouvrages interdits aux fidèles. De nombreuses oeuvres de Voltaire y figurent jusqu'en 1948.

En 1644, l'anglais John Milton publie *Areopagitica, ou Pour la liberté d'imprimer sans autorisation ni censure* et s'en prend à la censure établie par le *Licensing Order* de 1643 qui impose l'autorisation préalable à toute publication, la destruction de tout ouvrage hostile au pouvoir et l'emprisonnement de leurs auteur, éditeur et imprimeur. De nos jours, certains juges américains citent l'*Areopagitica* pour interpréter amendement de la Constitution, qui interdit au Congrès de légiférer contre la liberté d'expression. Nous en reproduisons un extrait:

*« Cette loi ne concourt en rien à la censure des ouvrages scandaleux, séditions et diffamatoires auxquels elle entendait surtout s'attaquer. Elle nuira d'emblée à la recherche du savoir, réfrénera la vérité, non seulement en émoussant la maîtrise de ce que nous savons déjà, mais en empêchant les découvertes qui pourraient encore être faites [...]. Je ne conteste pas qu'il importe au plus haut degré de l'Eglise et à la République de garder un oeil vigilant sur le comportement des livres comme sur celui des hommes; et ensuite de les enfermer, de les emprisonner et d'exercer la justice la plus intraitable sur les malfaiteurs parmi eux. Car les livres ne sont pas du tout choses mortes, mais ils contiennent en eux une puissance de vie qui les rend aussi actifs que l'âme qui les a engendrés [...]. Je les sais aussi vifs et féconds que les dents fabuleuses du dragon; une fois semés, ils pourraient jaillir comme autant d'hommes armés. Et pourtant, sans prudence, tuer un bon livre, c'est à peu près comme tuer un homme; qui tue un homme tue une créature rationnelle, l'image de Dieu; mais qui détruit un bon livre tue la raison elle-même, tue l'image de Dieu, dans l'oeil même en quelque sorte ».*⁵

Quant au siècle des Lumières, Voltaire est sans doute l'écrivain le plus approprié pour évoquer la liberté d'expression mais aussi pour parler du rire contre la bêtise et le fanatisme. « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai jusqu'au bout pour que vous ayez le droit de le dire » bien que Voltaire n'ait pas vraiment prononcé ces mots, Evelyn Beatrice Hall, qui écrit sa biographie en 1906, résume ainsi la pensée de l'auteur. Grand défenseur des opprimés, Voltaire mit sa plume acérée au service de la justice et

⁵ GAUVIN, François. John Milton, le héraut de la liberté d'imprimer. In *2500 ans de Liberté d'expression*. Le Point Hors-série, 2015, p.32.

de la liberté de penser. « *Que j'aime les gens qui disent ce qu'ils pensent! C'est ne vivre qu'à demi que de n'oser penser qu'à demi* » ⁶ écrit-il durant son exil à Londres. Déiste, il lutta pour la liberté de penser et combattit l'intolérance, qu'il considérait « absurde et barbare » : « *C'est le droit des tigres, et il est bien horrible, car les tigres ne déchirent que pour manger, et nous nous sommes exterminés pour des paragraphes* ». ⁷ En 1762, il se lança à la défense de Calas, protestant de Toulouse accusé de meurtre de son fils et condamné à mort après un procès expéditif. L'année suivante, il publia son *Traité sur la tolérance*, dans lequel il nous appelle à « regarder tous les hommes comme nos frères », une prémice de la proclamation des droits universels et dont le chapitre 23 exclame :

« *Ce n'est donc plus aux hommes que je m'adresse; c'est à toi, Dieu de tous les êtres, de tous les mondes, et de tous les temps. [...] Tu ne nous as point donné un coeur pour nous haïr, et des mains pour nous égorger; fais que nous nous aidions mutuellement à supporter le fardeau d'une vie pénible et passagère; que les petites différences entre les vêtements qui couvrent nos débiles corps, entre tous nos langages insuffisants, entre tous nos usages ridicules, entre toutes nos lois imparfaites, entre toutes nos opinions insensées, [...] ne soient pas des signaux de haine et de persécution; que ceux qui allument des cierges en plein midi pour te célébrer supportent ceux qui se contentent de la lumière de ton soleil; que ceux qui couvrent leur robe d'une toile blanche pour dire qu'il faut t'aimer ne détestent pas ceux qui disent la même chose sous un manteau de laine noire. [...] Puissent tous les hommes se souvenir qu'ils sont frères!* ». ⁸

Au siècle des Lumières, l'*Encyclopédie* aussi n'a pas échappé à la censure. Diderot et D'Alembert voulaient changer la façon commune de penser, centrer la connaissance sur l'homme et non sur Dieu. L'ouvrage sera condamné par le Parlement de Paris, puis mis à l'Index. Bien que plus tard, il

⁶ GOLLIAU, Catherine. Voltaire, va-t-en-guerre de la tolérance. In *2500 ans de Liberté d'expression*. Le Point Hors-série, 2015. p.33.

⁷ VOLTAIRE, *Traité sur la tolérance*, chapitre VI, 1763. [En ligne: <https://www.ibibliotheque.fr/traite-sur-la-tolerance-voltaire-vol.../lecture.../page16>]

⁸ GOLLIAU, Catherine. Voltaire, va-t-en-guerre de la tolérance. In *2500 ans de Liberté d'expression*. Le Point Hors-série, 2015, p.35.

réussira à voir le jour grâce à Malesherbes, directeur de la librairie du roi Louis XVI et censeur royal et acquis aux idées nouvelles, qui sauvera le projet. Pour Malesherbes, « *la liberté de la discussion est le moyen sûr de faire connaître à une nation la vérité* ». ⁹

Montaigne avisait déjà aussi « sans liberté d'expression, pas de démocratie... ».

Beaumarchais, lui, avec *Le Mariage de Figaro*, prétendait critiquer une couche de la société: la noblesse, incarnée par le comte Almaviva. Il cherche à dénoncer une foule d'abus qui désole la société et devient ainsi victime de la censure; celle qui cherche à « taire ».

Et nous arrivons à Kant, selon qui l'homme doit pouvoir parler librement, mais sous le contrôle de la raison. « *Sapere aude! (Ose penser!) Aie le courage de te servir de ton propre entendement. Voilà la devise des Lumières. [...] Or, pour ces Lumières, il n'est rien requis d'autre que la liberté; et à vrai dire la liberté la plus inoffensive de tout ce qui peut porter ce nom, à savoir celle de faire un usage public de sa raison dans tous les domaines. Mais j'entends présentement crier de tous côtés: « Ne raisonnez pas! » L'officier dit: « Ne raisonnez pas, exécutez! » Le Financier: « Ne raisonnez pas, payez! » Le prêtre: « Ne raisonnez pas, croyez! » [...] Il y a partout limitation de la liberté. Je réponds: l'usage public de notre propre raison doit toujours être libre, et lui seul peut amener les lumières parmi les hommes; mais son usage privé peut être très sévèrement limité, sans pour cela empêcher sensiblement le progrès des Lumières. J'entends par usage public de notre propre raison celui que l'on en fait comme savant devant l'ensemble du public qui lit. J'appelle usage privé celui qu'on a le droit de faire de sa raison dans un poste civil ou une fonction déterminée qui vous sont confiés. Or, il y a, pour maintes affaires quiconcourent à l'intérêt de la communauté, un certain mécanisme qui est nécessaire et par le moyen duquel quelques membres de la communauté doivent se comporter passivement afin d'être tournés, par le gouvernement, grâce à une unanimité artificielle, vers des fins publiques ou du moins pour être empêchés de détruire*

⁹ Malesherbes. In *La liberté d'expression - les grands textes de Voltaire à Camus*, Paris, 2015, p. 65.

ces fins. Là, il n'est donc pas permis de raisonner; il s'agit d'obéir ». Extrait de *Qu'est-ce que les Lumières?*.¹⁰

Au XIX^e siècle, Gustave Flaubert et son *Madame Bovary* engendre l'un des plus grands scandales littéraires de l'histoire. Accusée d' « outrage à la morale publique et religieuse et aux bonnes mœurs » (loi du 17 mai 1819), il s'en sort indemne et réussit à publier son ouvrage en 1857. Et la Grande Bretagne aussi trouve son défenseur de la liberté d'expression: le philosophe John Stuart Mill. Pour lui, « *rien ne doit empêcher l'homme de s'exprimer. Ce qui ne l'autorise pas à agresser son prochain.* »¹¹

Plus tard, c'est au tour de Charles Baudelaire et *Les Fleurs du mal* d'être jugés immoral. Trop de nudité, trop de sexe! dans les poèmes de l'auteur. La censure est à nouveau au rendez-vous. Ou encore, *Lolita*, l'histoire d'un meurtrier pédophile, de Vladimir Nabokov, jugé aussi d'immoral. En 1970, *Éden, Éden, Éden*, de Pierre Guyotat, est interdit dès sa sortie: viols, sang, prostitution infantile sur fond de guerre d'Algérie. Là encore, une bonne cible pour la censure!

3.2. Limites et conséquences

Pouvons-nous délimiter la liberté d'expression dans un État de droit? Qu'en est-il de la tolérance? Et la censure? Et comment aborder le sujet délicat du blasphème dans une république laïque?

La liberté d'expression est une liberté fondamentale, un des piliers de la démocratie. Elle est garantie par la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen (1789), dont nous allons citer quelques articles que nous trouvons indispensables pour y voir un peu plus clair dans le sujet qui nous occupe.

La liberté d'expression permet à tout citoyen d'exprimer ses idées avec néanmoins des limites imposées par la loi. L'article 4 proclame ainsi:

¹⁰ GAUVIN, François. Kant, l'expression de la raison. In *2500 ans de Liberté d'expression*. Le Point Hors-série, 2015, p. 40.

¹¹ GAUVIN, François. John Stuart Mill: interdit d'interdire...de parler. In *2500 ans de Liberté d'expression*, 2015, p. 44.

« La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui; ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi ».

En France, contrairement à l'Allemagne, la Grèce et certains Etats américains par exemple, le délit de blasphème n'existe pas. La liberté d'expression permet donc de se moquer des religions. Cependant, elle se frotte avec la liberté de conscience, proclamée par l'article 10:

« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi ».

Le concept de liberté d'expression commence à se développer en France au XVIIIe siècle et se voit consacré lors de la Révolution française. L'article 11 résume ainsi ce concept:

« La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

Cette liberté s'inscrit désormais dans le cadre de la Convention européenne des droits de l'homme (1950) dont l'article 10 proclame que « toute personne a droit à la liberté d'expression », avant d'ajouter que l'exercice de cette liberté « peut-être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire ».

La liberté d'expression est un combat mené depuis des siècles contre le despotisme, la censure, l'Inquisition. Dans l'article 11 ci-dessus cité, elle est « *un des droits les plus précieux de l'homme* ».

Le droit à la parole est le propre de l'homme mais ce sont les sociétés qui ne cessent de la limiter. C'est justement l'autocensure qui nous menace et nous étouffe.

Mais être libre de s'exprimer ne signifie pas que l'on puisse dire tout. La frontière entre s'exprimer librement et faire des propos susceptibles de relever une infraction pénale, telle que l'injure publique ou la diffamation, n'est pas toujours nette. La liberté d'expression n'est pas absolue, elle comporte des restrictions. En Occident, la parole est libre, certes. Mais parler peut être sanctionné. Ce pourquoi, les médias sont souvent assujettis au « politiquement correct ». Et cela crée l'autocensure.

Déjà une cinquantaine d'années auparavant, en novembre 1970, le journal *Hara-Kiri*, connu comme le journal bête et méchant, est censuré. C'est là que naquit *Charlie Hebdo*. Et cet hebdomaire a toujours fait preuve d'audace. Ils résistaient par la caricature, l'humour, à toute sorte d'intégrisme. Ils revendiquaient une liberté d'informer et de s'informer, de critiquer.

Or certains sujets sont quand même délicats. Et là entre en scène le danger. Le danger de « surpasser » les limites. Comment critiquer ouvertement la politique d'Israël sans tomber dans l'accusation d'antisémitisme? Comment s'attaquer au port du voile sans être accusé d'islamophobie? Pour un mot de trop, la polémique s'emballe et c'est bien souvent la loi qui intervient. Et de nos jours, les usagers d'Internet, qui a libéré encore plus la parole, sont sous le risque d'être accusés de diffamation, d'injure, etc.

Nous pouvons ainsi dire qu'il existe deux partis: celui de John Stuart Mill, qui exige le droit de tout dire, ce que défendaient aussi Cabu, Wolinski, etc. Et celui de Kant, pour qui la parole doit se plier à la raison. C'est à dire qu'elle doit être maîtrisée et adaptée à son contexte.

Le cadre de la liberté d'expression en France est délicat. Elle n'a cessé d'être limitée, au gré de processus historiques multiples.

Il faut aussi ajouter que plus de 400 lois et articles des Codes pénal et civil font face aux principes des Article 10 et 11, cités plus haut. Par exemple, l'interdiction d'inciter à des actes racistes, xénophobes et antisémites, comme nous le rappelle la loi de 1881 sur la presse, dans son chapitre IV, articles 24 et 24 bis: « Il est interdit d'injurier une personne ou un groupe de personnes à

cause de son origine ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion, de faire l'apologie des crimes de guerre... ». ¹²

Ou encore la défense de l'autorité publique, qui est encadrée par les articles 433 et 434 du Code pénal; et la loi 1881 sur la presse, chapitre IV, articles 30 et 31, que nous pouvons résumer ainsi: « Il est interdit d'insulter le président de la République, de se moquer de La Marseillaise, de déchirer le drapeau national ou de jeter le discrédit sur la justice... » ¹³

Comme conclue le journaliste de *Le Monde*, Gérard Courtois: « *C'est dans ce cadre juridique que peut et doit s'exercer la liberté d'expression. C'est dans ce cadre qu'un journal satirique comme Charlie Hebdo a été poursuivi à maintes reprises et parfois condamné, le plus souvent pour injures envers des personnes, mais jamais pour ses charges contre les religions. C'est dans ce même cadre juridique qu'un humoriste comme Dieudonné a été poursuivi et que certains de ses spectacles ont été interdits dû à ses propos antisémites.* » ¹⁴

C'est pour diffamation raciale, provocation à la haine raciale et injure publique qu'il a justement souvent été condamné. Comme par exemple, pour ses propos tenus sur Facebook à la suite de la marche républicaine du 11 janvier 2015 où il affirmait: « Sachez que ce soir, en ce qui me concerne, je me sens Charlie Coulibaly », détournant ainsi le slogan « Je suis Charlie » et l'associant au nom du djihadiste A. Coulibaly, auteur de la prise d'otages au Hyper Cacher qui coûta la vie à quatre juifs.

Avec ce panorama, il a donc souvent été difficile pour le journal satirique *Charlie Hebdo* de trouver soutien dans l'opinion publique. Beaucoup les accuseront, à la suite des attentats, d'avoir été trop loin. Les « Oui..mais... » le constatent. Or, ces rédacteurs et caricaturistes voulaient juste mettre un peu d'humour aux différents sujets d'actualité. Ils cherchaient le sens critique de chaque lecteur, son droit à la pensée, lequel est intrinsèquement lié au droit à la liberté d'expression. Pouvons-nous les traiter d'irresponsables? Nous pouvons plutôt dire qu'ils ont assumé leur responsabilité de citoyens laïques ou

¹² 2500 ans de Liberté d'expresssion, Le Point Hors-série, 2015, p. 55.

¹³ 2500 ans de Liberté d'expression, Le Point Hors-série, 2015, p. 54.

¹⁴ COURTOIS, Gérard. Un combat sans fin. In *La liberté d'expression, les grands textes de Voltaire à Camus*. Le Monde Hors-série, 2015, p.7.

libertaires. Penser librement, et s'exprimer librement, là est le fondement de toute société démocratique.

Quant à la censure, exercée de tout temps, qu'elle soit religieuse, politique, littéraire ou idéologique, elle s'applique aujourd'hui sur les livres, les chansons, les clips, à la radio, à la télé... Son danger: tomber dans l'autocensure.

3.3. Le cas complexe de l'humour. Le dessin de presse.

En France, la tradition d'auteurs qui ont érigé le rire en bouclier contre la barbarie remonte à Rabelais, qui empreinte le propos d'Horace « rire est le propre de l'homme », passe par Cyrano de Bergerac et Voltaire, et aboutit à Wolinski, Cabu, Charb, Honoré et toute l'équipe de *Charlie Hebdo*. Même Montaigne ou Foucault ont philosophé en riant.

Les caricaturistes de *Charlie Hebdo* n'étaient non seulement des symboles de la liberté d'expression mais aussi des figures familières. La France a grandi, au cours des cinquante dernières années, avec leurs dessins et leurs blagues. Il n'est donc pas surprenant que 4 millions de français, suite aux attentats, aient envahi les rues de Paris et toute la France au cri de « Je suis Charlie ».

Comme le constatera Elisabeth Badinter, philosophe et spécialiste du siècle des Lumières, en France: « *on a le droit de rire de toutes les croyances tant que l'on ne vise pas un individu, tant qu'on n'appelle pas à la haine raciale et à la violence* » ¹⁵

Les caricatures du prophète Mahomet, comme celles du Pape ou de rabbins, doivent être perçues comme une école de la tolérance. Le rire reste une libération du monde, parfois cruel, dans lequel nous vivons. Il faut donc apprendre à relativiser et civiliser.

Les écrivains exercent un esprit critique et nous invitent à penser. Provocateurs? Peut-être. Mais ils ne cherchent pas à blesser l'autre. Il faut savoir faire la part des choses. Certaines opinions ou pensées peuvent faire l'objet d'un débat. Il faut savoir ouvrir le regard et réfléchir.

¹⁵ BUSNEL, François. L'entretien: Elisabeth Badinter. In *Lire*, Mars 2015, p. 55-61

Comme se demandait Cabu: peut-on (encore) rire de tout? Pourquoi pas! Dans une lettre de 1760, Voltaire écrivait à son ami D'Alembert: « Le seul parti raisonnable dans ce siècle ridicule, c'est de rire de tout. Riez, riez, et vous les écraserez. »¹⁶

L'humoriste Nicolas Bedos défend la liberté de l'artiste: « *La plupart des êtres humains portent en eux plein de saletés: le racisme, l'homophobie, la misogynie, la violence, la pédophilie, ou l'inceste. L'humour, le cinéma et la littérature sont là pour leur permettre de digérer et de gouverner ces penchants inconscients. L'art a une fonction cathartique* ». ¹⁷

Seulement, dans certains cas, les juges estiment que l'humour se transforme en provocation, qui des fois, peut être condamné.

Avant d'aborder le cas du dessin de presse, nous voulons faire un clin d'oeil sur le « droit à l'image ». Ce dernier permet à une personne de s'opposer à la diffusion de son image dans la presse ou sur Internet, par exemple. C'est l'un des rares concepts du droit français qui ne découle d'aucun texte mais qui a plutôt été inventé par la jurisprudence à partir de l'article 9 du Code civil qui, depuis 1970, protège la vie privée. Selon Renau Le Gunehec, avocat spécialiste du droit de la presse, « *le droit à l'illustration par l'image est une composante essentielle du droit à l'information* ». ¹⁸

L'image a une particularité: elle permet de communiquer, sans le besoin a priori d'un texte. Elle a aussi un rôle: elle représente un « objet » ou une personne communs, connus de tous. C'est à dire, en observant une image, nous voyons tous la même chose, a priori. Mais l'important est de faire le « zoom ». Les paroles, ou les pensées, qui naissent autour de cette image dépendent du vécu de chacun. En quelque sorte, une image ou un dessin peuvent être interprétés de multiples manières et donc elles peuvent provoquer différents sentiments chez l'observateur. En fait, nous pouvons constater qu'il

¹⁶ BISSON, Julien. En couverture: Voltaire. *Lire*, mars 2015, p. 35.

¹⁷ COCQUET, Marion. Entretien avec Nicolas Bedos. In *2500 ans de Liberté d'expression*, 2015, p. 26.

¹⁸ GOLLIAU, Catherine. Interview: Renaud Le Gunehec. In *2500 ans de Liberté d'expression*, 2015, p. 56.

n'y a pas d'images ou de caricatures violentes, mais tout simplement des visions différentes. Par exemple, admettons que nous montrons à un enfant de 3 ans la caricature de Mahomet de Cabu: il ne comprendra pas, par il n'a pas, à son âge, suffisamment de formation, ou plutôt dire, d'informations. Il faut travailler la liberté du regard. Les images cherchent à rassembler différentes paroles autour d'un objet commun. Les caricaturistes, les dessinateurs, sont de vrais artistes qui nous forment. Nous devons tous entraîner le regard. Les caricaturistes de Charlie Hebdo, en faisant un dessin, prenaient tout le temps le risque d'ouvrir un débat. Nous pouvons constater que la publicité, par contre, a un effet « violent » . Les pubs télévisés , par exemple, nous disent quelle voiture nous devons acheter, ou quel produit nous devons utiliser. Là, oui, nous sommes tous « victimes » sans en être conscients d'un « lavage de cerveau ».

Le journal satirique *Charlie Hebdo* était un patchwork de dessinateurs. Chacun avait son espace et pouvait faire et dessiner ce qu'il voulait. Après, ils réunissaient leurs dessins sur un tableau et choisissaient les meilleurs. Quelle imagination! Pas de jalousie entre eux. De toute façon, les dessins écartés étaient publiés dans la page « Les couvertures auxquelles vous avez échappé ». Ils ne se jugeaient pas, ils se respectaient, ils avaient différentes personnalités et tous un but commun: faire passer l'actualité sous une autre forme. Leur devise: « J'ose tout ». Car le dessin de presse arrive à faire passer un message, un thème, qui autrement ne pourrait pas passer. *Charlie Hebdo* était une « vision à plusieurs tiroirs ». Pour eux, un bon dessin valait mieux qu'un long discours. Et oui, le langage était cru, les images parfois choquantes, et les sujets souvent tabous: « Font chier ces nègres! » se plaint un éléphant touché par une roquette pendant la guerre du Zaïre (Reiser). « Les évêques obsédés par le cul! » proclame Wolinski, montrant un ecclésiastique en érection, devant une beauté dénudée, en 1979. « Choquer, c'est faire réfléchir » dit Delfeil de Ton, DDT, l'une des « plumes » de *Charlie Hebdo*.¹⁹

Déjà au XIXe siècle, Honoré Daumier, considéré le père de la caricature et le dessin de presse, avait été témoin du « pouvoir » du binôme texte + dessin. Il observait la société, il faisait une analyse sociologique; il ne cherchait pas à faire des caricatures grossières. Il dessinait les avocats, les médecins,

¹⁹ DUPUIS, Jérôme. La saga Charlie. In *Lire*, mars 2015, p. 43.

etc. En somme, il analysait le monde dans lequel il vivait. Et ainsi, il ouvrait la brèche: les gens pouvaient penser, analyser et parler de la société.

La caricature existe depuis la nuit des temps et est défini par le Larousse comme « *Représentation grotesque, en dessin, en peinture, etc., obtenue par l'exagération et la déformation des traits caractéristiques du visage ou des proportions du corps, dans une intention satirique* » ²⁰. Elle ne cherche pas à faire du mal à personne. Nous pouvons plutôt constater qu'elle est un témoin de la démocratie. Avec leurs dessins, les caricaturistes de *Charlie Hebdo* abordaient les grands sujets d'actualité: le stress au travail, la contraception, l'homosexualité, la politique, etc. Tignous reconnaissent qu'il dessinait parfois des dessins « choquants » pour entraîner des réactions. C'est ce que cherchent les dessinateurs de presse. Ils cherchent à créer un débat public. Et, raconter des fait, ou encore les lire, et réussir à en sourire, n'est-ce pas la meilleure des thérapies?

Nous voulons terminer ce chapitre avec les paroles de Cabu:

« *Pas de limites à l'humour, qui est au service de la liberté d'expression, car là où l'humour s'arrête, bien souvent la place est laissée à la censure ou l'autocensure.*

Ni les religions et leurs intégristes, ni les idéologies et leurs militants, ni les bien-pensants et leurs préjugés ne doivent pouvoir entraver le droit à la caricature, fût-elle excessive ». ²¹

4. Les écrivains unis pour la liberté d'expression

Au lendemain des attentats qui ont déboussolé la France, lors d'une interview conduite par François Busnel pour le magazine *Lire*, la philosophe Elisabeth Badinter rappelle que « *l'autocensure et le politiquement correct sont les défaites de la pensée, que l'école et la laïcité doivent désormais jouer le rôle que la loi de la République leur assigne si nous souhaitons que perdure le*

²⁰ [En ligne: www.larousse.fr/dictionnaires/francais/caricature/13298] . Consulté le 12 novembre 2017.

²¹ CABU, *Peut-on encore rire de tout?* Paris, Ed. Cherche-Midi, 2012, p. 5.

« vivre ensemble », loin de la peur que veulent inspirer les terroristes et les barbares ». Elle reconnaît que ceux qui ont accès à la parole publique prennent des risques; si ils ne le faisaient pas, les barbares gagneraient. Pour elle, l'école joue un rôle très important: « On va à l'école pour développer sa raison, pour réfléchir par soi-même, pour développer une pensée autonome. Mais aujourd'hui le poids des croyances et des dogmes est devenu si lourd qu'il est de plus en plus difficile d'enseigner, c'est-à-dire de les mettre à distance et de lutter contre les préjugés. Chez certains élèves, le credo s'oppose au cogito et l'emporte sur lui ». ²²

Après avoir lu le livre *Nous sommes Charlie*, où une soixantaine d'écrivains se sont unis au son de la liberté d'expression et dont les bénéfices ont été reversés à Charlie Hebdo, nous avons pu constater que nombreux sont les auteurs qui coïncident sur le fait que cette France laïque a un point faible: l'éducation.

Par exemple, Jacques Attali voit la société comme responsable de l'existence des fanatiques. « *Après la tragédie et la catharsis émotionnelle qui a rassemblé tous les Français, ou presque, dans le deuil, la rage et la révolte, il faut au plus vite agir [...]. Il faut s'attaquer à l'essentiel: l'enseignement. Les trajectoires des derniers terroristes montrent en effet que, nés en France, ils ont manqué mille et une occasions d'intégration et de réussite* ». Il revendique la nécessité de former tous les jeunes de France, peu importe leurs origines, et que cet enseignement doit se produire au sein de la famille, à l'école, au travail. Tout le monde doit collaborer pour que la jeunesse prenne le bon chemin. « *De plus, les comportements des élèves dans certains collèges et lycées confirment le fossé qui se creuse entre une partie, minime, de la jeunesse et le modèle laïc et républicain de la société française. Et ce modèle est notre plus précieux trésor. Par ailleurs, le chômage, le déclassement, les multiples frustrations sociales sont les plus efficaces alliés de ces fanatismes. Alors, tout doit être fait, de la prime enfance jusqu'à l'âge adulte, de la famille aux lieux de travail, pour former, intégrer, orienter, soutenir, accompagner. Tous doivent y concourir:*

²² BUSNEL, François. L'entretien, Elisabeth Badinter. *Lire*, Mars 2015, p.55-61.

parents, maîtres, chefs religieux, dirigeants politiques, écrivains, journalistes ». Et pour lui, il est surtout nécessaire de faire en sorte que les étudiants finissent un minimum d'études afin d'obtenir un diplôme et mieux s'intégrer à la société. « *C'est donc le moment de se souvenir que l'enseignement des valeurs de la République doit commencer en maternelle; qu'on ne peut laisser tant d'élèves des collèges et des lycées partir dans une dérive sectaire faute d'une formation adaptée; qu'on ne peut laisser tant de jeunes sortir de l'enseignement sans diplôme [...] ».* Il trouve aussi dans l'art une autre source d'enseignement. « *Aux artistes aussi de savoir parler de cela, par le cinéma, le théâtre, le roman, la musique ».* Pour finir, il attache une grande importance au dialogue, à l'écoute et à la compréhension. « *Mais, pour y parvenir, tout dépendra du dialogue quotidien, tolérant, empathique, ferme et souriant, entre nous, tous les Français. [...] À nous de faire vivre les valeurs de la République. À nous d'aller au-devant des plus perdus d'entre nous, pour leur parler, leur donner confiance en eux, les aider à comprendre qu'une vie réussie est possible hors de la haine et de la paranoïa ».* ²³

Quant à Vincent Brocvielle et François Reynaert, ils parlent de la nécessité de savoir faire la part des choses, de ne pas tout confondre, de savoir humaniser et relativiser. « *La démocratie, c'est la nuance. Savoir distinguer entre caricature, blasphème, liberté d'expression et appel à la haine. Pouvoir faire la différence entre le communautarisme et la pleine appartenance à une communauté, entre un acte de foi et un acte de barbarie, entre le nationalisme et le patriotisme, entre le 11 septembre et le 7 janvier, entre le racisme et l'islamophobie. Les nuances permettent de comprendre le monde ».* Ils revendiquent la tolérance. Il faut savoir s'accepter et accepter l'autre: « *Être raciste, c'est reprocher à autrui ce qu'il est: personne n'a demandé à être blanc, noir ou jaune, c'est un fait de nature ».* Et ils revendiquent une fois de plus la liberté d'expression dans un état laïque et démocratique. Ce droit inclue ainsi le droit à la critique du moment où on ne blesse personne. Il s'agit juste d'opinions ou de réflexions. « *Dans une démocratie, on a parfaitement le droit de*

²³ ATTALI, Jacques. Réveillez-vous! In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression*, Paris, Librairie Générale Française, 2015, p. 11-13.

*critiquer une religion, quelle qu'elle soit, cela ressort de la liberté de pensée. [...] Souligner le lien entre la liberté de pensée et la liberté de culte permet de s'affirmer en tant que démocratie laïque, ouverte et nuancée. À l'image des citoyens défilant le 11 janvier, capables de se retrouver dans leurs différences ».*²⁴

Noëlle Châtelet, dans sa *Lettre à Voltaire*, rend hommage à ce philosophe des Lumières, grand défenseur de la tolérance. Elle reconnaît que bien que les années passent et que la société et l'humanité sont supposées progresser, elles n'ont malgré tout pas beaucoup changé de nos jours. « [...] Vos écrits sont inscrits en moi et ne cessent de resurgir à chaque fois que la raison et l'obscurantisme s'affrontent, comme ils le firent déjà, en 1772, à l'occasion du procès de Jean Calas, que vous défendîtes. [...] Malgré les progrès de la philosophie, puis de la laïcité, les tigres existent toujours, sous d'autres habits, avec le même fanatisme, la même rage. Plus de deux siècles après votre *Traité sur la tolérance*, cette rage demeure. Nous en avons eu la triste preuve ce 7 janvier 2015 et les jours qui ont suivi. ». Mais elle reste toute de même positive et garde l'espérance en voyant comment la France a réagi suite à l'attentat et pense en quelque sorte que tout n'est pas perdu et qu'il faut continuer le combat pour la liberté d'expression. « *La raison aurait-elle perdu? Je ne le crois pas. Car c'est avec des centaines de milliers d'autres que j'ai marché, sur ce boulevard à votre nom. Nous avons brandi le flambeau de la philosophie des Lumières et de la liberté d'expression ».*²⁵

Philippe Claudel, lui, dénonce le peu de soutien de l'opinion publique que recevait le journal satirique. « *Ce n'est pas mercredi 7 janvier 2015 qu'ont été tués Cabu, Wolinski, Charb, Tignous, Honoré, leurs confrères, collègues, ainsi que les policiers qui les protégeaient. En vérité, leur assassinat a pris du temps. Il a commencé en 2006 lorsque le journal a décidé de publier les*

²⁴ BROCVIELLE, Vincent, et REYNAERT, François. La démocratie, c'est la nuance. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression*, Paris, Librairie Générale de France, 2015, p. 22-23.

²⁵ CHÂTELET, Noëlle. Lettre à Voltaire. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression*, Paris, Librairie Générale Française, 2015, p. 24-25.

caricatures danoises de Mahomet ainsi que d'autres, originales, et que, face aux menaces auxquelles la rédaction a immédiatement été soumise, la presse et l'opinion française se sont divisées, beaucoup jugeant que l'hebdomadaire satirique était allé trop loin. Il y eu un manque de solidarité à l'égard du journal ». Pour lui, le fait de tourner le dos à Charlie Hebdo était une espèce d'autocensure. Il revendique aussi le respect à l'opinion et la tolérance. « [...] C'était oublier la hiérarchie des valeurs qui fait que, dans une société démocratique et libre, le respect des religions ne doit pas s'exercer au détriment du respect premier qui est celui des opinions, du débat d'idées, de ceux qui les expriment et y participent, citoyens, intellectuels, artistes, hommes politiques. Ne nous leurrions pas: c'est la peur qui a gouverné notre méfiance à nous engager alors aux côtés de l'équipe de Charlie Hebdo, pas autre chose ». Mais l'idée de « soutien » ne veut pas dire approuver. Il s'agit plutôt d'essayer de comprendre et permettre que ces dessinateurs puissent faire leur travail, du moment où ils ne faisaient de mal à personne. « Et lorsque je dis s'engager, je ne dis pas approuver. Je dis simplement comprendre et permettre. Comprendre qu'un organe du rire et de la pensée ait le désir de tourner au ridicule un Dieu, une croyance, des fidèles. Et permettre, même si cela peut agacer, choquer, irriter, que les journalistes et artistes de sa rédaction puissent le faire sans en subir les conséquences dans leur travail pas plus que dans leur intégrité physique ». Il parle du passé et du présent, du combat incessant des défenseurs de la liberté de pensée et d'expression. Il reconnaît que nous ne pouvons pas lâcher les bras maintenant et il se montre fier de son pays, la France. « J'habite un pays où, à travers les siècles, une chaîne innombrable d'hommes et de femmes ont payé de leur vie le droit qui est le mien d'exposer publiquement ma pensée. À quel titre, aujourd'hui, au nom du respect de qui ou de quoi, devrais-je détruire progressivement, par des renoncements, des lâchetés, des compromissions, une nuque que je baisserais, un mot que je n'oserais plus dire ou écrire, un dessin que je ne tenterais même pas d'esquisser, ce bien inestimable, cet héritage séculaire de liberté et de tolérance dont je suis le miraculé dépositaire, mais aussi le gardien et le jardinier? Et cet héritage réclame soins et nourriture, et que sa beauté et sa force ne doivent pas faire oublier sa fragilité perpétuelle ». Il reconnaît que

l'attaque à Charlie Hebdo était une attaque à la France entière, à ses idéaux. « [...], les trois jeunes Français qui ont perpétré les actes atroces que l'ensemble de la population a vécus comme une tragédie tout à la fois nationale et intime. Balayons les motivations qu'ils ont prétendu avoir été les leurs: ce n'est pas au nom d'Allah qu'ils ont agi. Jamais le Coran, jamais l'islam n'ont prôné la moindre action violente. Leurs actes sont simplement des actes de délinquance, des actes criminels malhabilement enveloppés dans une idéologie que ne doit pas faire oublier que ces hommes voulaient simplement effrayer, apeurer, provoquer une tragédie, manier des armes, tuer. [...] » Et pour finir, il revient un peu sur l'idée de Jacques Attali de l'importance de l'éducation et l'aide à l'intégration. « Leur langue était la nôtre. [...] C'est en ce sens qu'ils nous ressemblent. Certes, leurs actes ultimes les distinguent de nous. Il me semble qu'aujourd'hui, notre devoir est de réfléchir, de comprendre, à quel moment, et dans quelles circonstances, nos voies se sont à un moment séparées au point soudain d'avoir mis nos semblables face à nous, avec le désir de nous tuer, et l'occasion de le faire ». ²⁶

Jean-Louis Fournier, de son côté, défend le travail des dessinateurs de Charlie Hebdo et voit l'humour comme un outil nécessaire à la société « On a le droit de ne pas apprécier Charlie Hebdo, on a le droit de trouver son humour vulgaire. Il l'est parfois. Mais surtout ne reprochons pas à ses auteurs d'avoir été trop loin. Un humoriste va toujours trop loin, comme les caricaturistes, il exagère, c'est son métier. Il se moque, il est de mauvaise foi, il ne respecte rien, il utilise l'outrance et le rire, pour dénoncer. L'humoriste est indispensable à la société. Il préserve le précieux sens critique, qui complique la vie de ceux qui ont le pouvoir et les empêche de faire n'importe quoi ». ²⁷

²⁶ CLAUDEL, Philippe. Je suis Charlie, mais un peu tard. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains pour la liberté d'expression*, Paris, Librairie Générale Française, 2015, p. 32-37.

²⁷ FOURNIER, Jean-Louis. Est-ce qu'on peut rire de tout? Oui, mais avec un gilet pare-balle. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression*, Librairie Générale Française, 2015, p. 70.

Claude Halmos revendique le droit à l'opinion. « *Le mercredi 7 janvier 2015, un gouffre s'est ouvert devant nous, pour se rouvrir à nouveau le 8, puis le 9 janvier. [...] nous sommes restés déboussolés, sans voix, errant dans les ruines de ce qui avait été jusque-là notre vie. Mais, à côté de ce premier gouffre, un autre s'est ouvert: celui de l'absence de paroles, de l'impossibilité de penser, de réfléchir, de parler... De beaucoup d'autres qui, bien que nés en France et ayant fréquenté les écoles françaises, ne peuvent, pas plus que ces terroristes, comprendre que l'on puisse, sans pour autant attaquer des personnes, s'en prendre à leurs croyances, qu'il s'agit là d'un débat d'idées* ». Il voit dans la réflexion et le dialogue les seuls « armes » capables de lutter contre la violence et le fanatisme. Il reconnaît le droit à la parole, propre de l'être humain et revendique l'importance de l'éducation et l'enseignement. « *Et qu'il n'est dès lors nul besoin de tuer ceux dont les idées nous déplaisent puisqu'il est possible de leur opposer d'autres idées, de discuter, de parler. Le 7, 8 et 9 janvier, la violence et l'impossibilité de penser et de parler ont montré à quel point elles avaient partie liée. Et, ce faisant, elles nous ont indiqué la route à suivre. La capacité de penser, en effet, est donnée, par son statut d'être parlant, à chaque être humain. Mais il ne peut se développer qu'un prix d'un apprentissage* ». Tout comme Jacques Attali, il voit dans la société une responsabilité: celle de former, d'apprendre à penser, pour éviter que la jeunesse s'écarte de la bonne voie. « *Notre pays a donc désormais une tâche prioritaire à accomplir: permettre à tous ses enfants - ceux qui naissent sur son sol et ceux qu'il accueille - d'apprendre à penser. Pour ne plus jamais être la proie ni de leur propre violence ni de celle de tous ceux qui, par le monde, veulent les utiliser pour mettre en oeuvre la leur. Et pour permettre à tous les enfants de « trouver » ainsi « les mots pour dire », notre pays a une institution qu'il se doit de protéger, de valoriser mais aussi de faire évoluer: l'école. Elle est aujourd'hui notre meilleure arme contre les kalachnikovs* ». ²⁸

Nous voulons conclure ce chapitre avec les propos du journaliste Patrick Poivre d'Arvor, qui résume à la perfection toutes les idées exposées dans notre

²⁸ HALMOS, Claude. Contre les kalachnikovs: l'école. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains contre la liberté d'expression*, Librairie Générale Française, 2015, p. 76-77.

travail: « *Des journalistes qu'on assassine, c'est bien sûr la liberté qu'on assassine. Ils étaient pourtant bien innocents, avec leurs crayons en guise de kalachnikov, ces caricaturistes si gentils dans la vie. Ils ne m'ont pas toujours fait rire, ils s'en sont pris à des amis ou à des symboles eux-mêmes bienveillants, mais la belle affaire* » *Ils étaient une partie de notre France, avec leurs plaisanteries grivoises ou gauloises selon les goûts, avec leurs obsessions salaces qui ne s'étaient pas arrangées l'âge venant... Il fallait les prendre tels qu'ils étaient, il faut nous prendre tels que nous sommes, pétris de contradictions mais si français. C'est pour ça que j'aime mon pays. Plus on le meurtrit, plus on le grandit, plus il se redresse. Et quels jolis cadeaux posthumes ces 60.000 exemplaires habituels devenus par miracle (Jésus, Mahomet?) cent fois plus nombreux une semaine plus tard. C'est ça la multiplication des pains. Reposez en paix, les amis, les prophètes du malheur ne sont pas près de nous abattre* ». ²⁹

5. Conclusions

Une fois notre parcours terminé, nous pouvons constater que la liberté d'expression est un droit fondamentale. Comme toute liberté naturelle, on la voudrait absolue; comme toute liberté socialement réglementée, elle connaît ses limites qui, au sein d'une démocratie, sont encadrées par la loi. Ces restrictions sont celles liées à l'apologie du terrorisme, l'injure, la diffamation ou l'incitation à la haine raciale ou religieuse. Malgré tout, la religion, la politique ou même la société a tenté au fil des siècles d'étouffer la liberté de pensée et de s'exprimer librement.

La liberté d'expression est un combat à la fois qu'un débat. Combat car nombreux sont ceux qui, depuis la nuit des temps, luttent pour défendre ce droit. Débat car lorsqu'exercée, la liberté d'expression divise l'opinion.

La presse, elle aussi encadrée par sa loi, est surtout marquée par le « politiquement correct », voire l'autocensure. Alors oui, la liberté d'expression

²⁹ POIVRE D'ARVOR, Patrick. Charlie et les prophètes du malheur. In *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression*, Librairie Générale de France, 2015, p. 127.

existe, mais il y a trop d'intérêts, politiques, culturels, idéologiques, etc., mis en jeux, qui font qu'elle soit constamment menacée. Et là entre en scène la censure. Nos sociétés démocratiques la jugent normale pour les propos racistes, diffamatoires ou qui font l'apologie du crime.

Quant au délit de blasphème, il n'existe plus en France, attachée à sa laïcité, depuis la Révolution Française. S'il est interdit d'insulter les croyants, il est par contre autorisé de moquer les religions, de caricaturer le prophète des musulmans comme le dieu des chrétiens ou des juifs. Justement, la laïcité est là pour garantir la liberté de croyance et donc ainsi permettre la cohabitation paisible des différentes religions ou idéologies.

La violence ne peut, en aucun cas, être utilisé pour « renverser » la liberté d'expression. Les dessinateurs de *Charlie Hebdo* étaient en quelque sorte des dépositaires des grandes valeurs de la République et leurs destins se sont brisées au nom de ces valeurs.

Nous pensons que cet attentat barbare a marqué la France et restera gravé à jamais dans sa mémoire et dans son histoire contemporaine.

6. Bibliographie et sitographie

[En ligne: http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/01/14/de-charlie-a-dieudonne-jusqu-ou-va-la-liberte-d-expression_4555180_4355770.html.] Consulté le 24 septembre 2017.

[En ligne: <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-culture/houellebecq-rien-ne-sera-plus-comme-avant-apres-l-attentat-contre-charlie-hebdo-14-01-2015-4446095.php>.] Consulté le 24 septembre 2017.

[En ligne: <http://www.leprogres.fr/france-monde/2015/01/14/la-liberte-d-expression-un-principe-fondamental-aux-limites-encadrees-par-la-loi>.] Consulté le 8 octobre 2017.

« *Être français* », Le Monde Hors-série, Paris, 2016.

« *La liberté d'expression: les grands textes de Voltaire à Camus* », Le Monde Hors-série, Paris, 2015.

« *2500 ans de Liberté d'expression* », Le Point Hors-série, Paris, 2015.

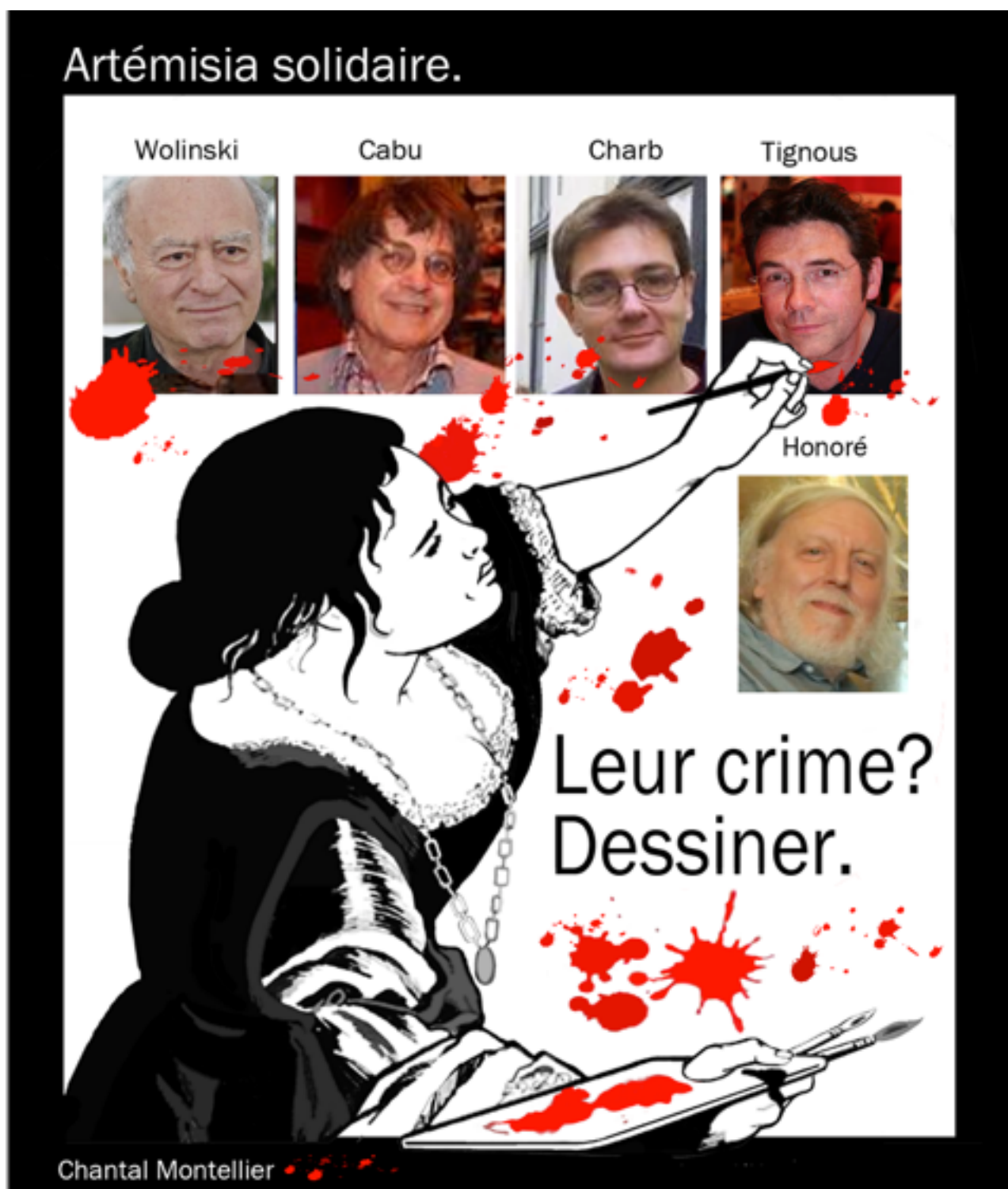
LECONTE, Daniel; LECONTE, Emmanuel [En streaming sur Netflix]. Paris, 2015. Documentaire « *Je suis Charlie* ».

Conférence « Le dessin de presse » à l'Institut Français de Saragosse, mai 2016. Invités: Simon Cohen Solal, Sabine Jauffret, Mayte Quilez.

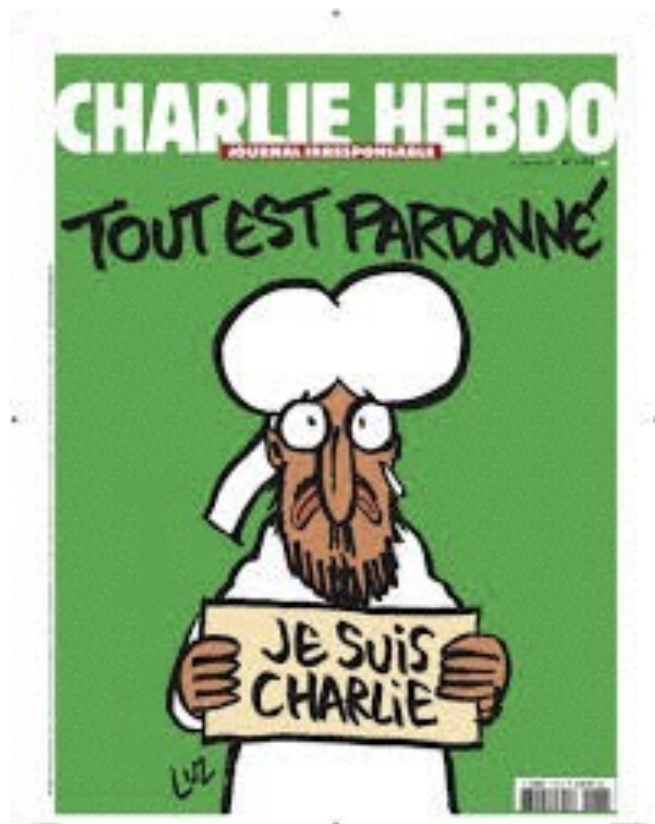
« *Nous sommes Charlie - 60 écrivains unis pour la liberté d'expression* », Paris, Librairie Générale Française, 2015.

« Peut-on encore rire de tout? », Magazine *Lire* n° 433, paru en mars 2015. [En ligne sur lekiosk.fr]. Consulté le 21 octobre 2017.

CABU, *Peut-on (encore) rire de tout?*, Paris, Ed. Cherche-Midi, 2012.



Le numéro dit « des survivants »: numéro 1178 de *Charlie Hebdo*, paru le 14 janvier, le premier après les attentats du 7 janvier 2015.



Le slogan répandu dans le monde entier suite aux attentats.

